

DEPARTEMENT AVEYRON
CANTON MILLAU
COMMUNE MILLAU

DOMAINE PUBLIC COMMUNAL
PERMIS de STATIONNEMENT

SERVICE VOIRIE

Occupation du Domaine Public

----

Affaire suivie par D. GARRIC

☎ : 05 65 61 41 82

N/Réf. : 8705 R

<u>ANDRIEU Construction</u>
<u>P. A. de Malon</u>
<u>12 rue Barthélemy Thimonnier</u>
<u>12510 Olémps</u>

- Dépôt de matériaux
- Dépôt de matériel .....
- Echafaudage .....

Le Maire,

- **Vu** la lettre du : 02/12/22 de prolongation  
par laquelle le pétitionnaire ci-dessus référencé demande l'autorisation d'occuper le domaine public à l'adresse suivante : rue du Rajol entre le passage de la fourrière et la traversée des Pâtiers
- **Vu** les articles : L 2211-1, L2212-2 et suivants, L 2213-1 et suivant du Code Général des Collectivités Territoriales ;
- **Vu** l'avis de Monsieur Directeur des Services Techniques ;
- **Vu** la délibération du Conseil Municipal du 12 novembre 2020 fixant le montant des redevances à percevoir au profit de la Commune pour occupation du domaine public ;
- **Vu** l'état des lieux ;
- **Vu** le PC 12145 1871 1693 délivré le 17/04/19

ARRETE

**ARTICLE 1 - SIGNALISATION - ACCES -**

L'entrepreneur, chargé d'effectuer les travaux, devra assurer la signalisation du chantier (pose et maintenance permanente). Il est responsable des accidents pouvant survenir par défaut ou insuffisance de cette signalisation. Il devra afficher le présent arrêté de manière lisible pendant toute la durée des travaux.

Au cas où le chantier **empêcherait l'accès normal** des véhicules de collecte des ordures ménagères, l'entrepreneur devra prendre toutes dispositions pour mettre en oeuvre, à ses frais, une solution de remplacement qui devra recevoir l'aval du Service Ville Propre.



**ARTICLE 2 - PRESCRIPTIONS TECHNIQUES -**

Le bénéficiaire est autorisé à occuper le domaine public communal comme spécifié dans sa demande, à charge pour lui de se conformer aux dispositions prescrites par les textes sus-visés et aux conditions spécifiques suivantes :

- surface occupée.....
- durée d'occupation.....

800	m2
107	jours

- En aucun cas la ou (les) voie (s) ne devra (devront) être interdite (s) à la circulation automobile.....
- *arrêté de circulation sens unique*
- *assurer en toute sécurité le passage*
- *des piétons et des véhicules*

**ARTICLE 3 - CONDITIONS FINANCIERES -**

Le bénéficiaire devra s'acquitter auprès du Receveur Municipal des :

- Frais fixes de ~~37.70 Euros~~ *Convention du 15/06/2017*
- Redevance de : \* **0,80 Euros** par jour et par m<sup>2</sup> (si période d'occupation jusqu'à 3 mois)
- \* **0,70 Euros** de 3 mois à 6 mois,
- \* **0,59 Euros** de 6 mois à 12 mois.

Cette redevance sera révisable par décision du Conseil Municipal.

**ARTICLE 4 - DELAI D'EXECUTION -**

La présente permission n'est valable que pour la période :

du *07/12/2022* au *17/03/2023*

Elle sera périmée de plein droit s'il n'en est pas fait usage avant l'expiration.

Le pétitionnaire est tenu d'informer le Service Voirie pour toute modification de délai et de surface occupée.

Les autorisations d'occupation du domaine public sont toujours délivrées à titre précaire et révocable.

**ARTICLE 5 - SIGNALISATION - ACCES - RESPONSABLE -**

- La présente permission n'est donnée que sous réserve des droits des tiers et des règlements en vigueur.
- L'entrepreneur, chargé d'effectuer les travaux, devra assurer la signalisation du chantier (pose et maintenance permanente).

Il est responsable des accidents pouvant survenir par défaut ou insuffisance de cette signalisation.

Il devra afficher le présent arrêté de manière lisible pendant toute la durée des travaux.

- Au cas où le chantier empêcherait l'accès normal des véhicules de collecte des ordures ménagères, l'entrepreneur devra prendre toutes dispositions pour mettre en œuvre à ses frais, une solution de remplacement qui devra recevoir l'aval du Service Ville Propre.

**ARTICLE 6 -** Ampliation du présent arrêté sera adressée :

- 1/ à M. le Pétitionnaire,
- 2/ à M. le Directeur des Services Techniques,
- 3/ au Service Urbanisme
- 4/ à la Police Municipale.

Fait à Millau le, *05/12/2022*

Le Conseiller Municipal délégué aux Travaux  
**Bernard GREGOIRE**







VILLE DE  
**Millau**

[www.millau.fr](http://www.millau.fr)

**ARRETE N° 2022/ 1348**  
**REGLEMENTANT LA VOIRIE URBAINE - Interdiction de Circulation**

**Services Techniques**

LE MAIRE DE MILLAU,

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales ; notamment les articles L2212-1, L 2213-1 et suivants,  
**Vu** le Code de la Voirie Routière, notamment les articles L112-2 et suivants,  
**Vu** l'arrêté municipal n°438 du 26 Mai 2015 réglementant la circulation générale et le stationnement sur le territoire de la Commune de Millau,

**Considérant** la demande de l'entreprise **ANDRIEU Construction – P.A de Malan – 12 Rue Barthélémy Thimonier – 12510 OLEMPES** effectuant la construction de 36 logements sociaux pour le compte de **Millau Grands Causses Habitat** ;

**Considérant** les perturbations de circulation qui pourraient être entraînées du fait ces travaux ;

**Considérant** qu'il appartient au Maire, de prendre toute mesure propre à éviter les accidents ;

**ARRETE**

**ARTICLE I** : Par dérogation aux dispositions générales de l'arrêté du 26 Mai 2015 modifié susvisé :

**La circulation de tout véhicule s'effectuera en sens unique :**

**Rue du Rajol dans le sens et la partie comprise entre la traverse des Potiers vers le passage de la Peausserie du 06 décembre 2022 au 17 mars 2023.**

**ARTICLE II** : La signalisation relative à cette interdiction sera mise en place par les soins, aux frais et sous la responsabilité du mandataire. Sa responsabilité pourra être engagée en cas de défaut ou même d'insuffisance de cette signalisation. Le présent arrêté devra être affiché de manière lisible pendant toute la durée de son application.

**ARTICLE III** : Les droits des tiers, notamment ceux des riverains, sont et demeurent expressément réservés.

**ARTICLE IV** : Le présent arrêté sera publié et transmis au registre des arrêtés du Maire.

**ARTICLE V** : Conformément à l'article R.421.5 du Code de la Justice administrative, le présent arrêté peut-être contesté dans un délai de deux mois devant le Tribunal Administratif de Toulouse.

**ARTICLE VI** : M. Le Directeur Général des Services de la Mairie de Millau, M. Le Directeur des Services Techniques, M. Le Commandant de Police Nationale, M. Le Responsable de la Police Municipale et tous les agents de la force publique présents sur le territoire pendant la période visée, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera transmis à l'intéressé.

Fait à Millau le 07 décembre  
**Le Conseiller municipal délégué aux travaux**

**Bernard GREGOIRE**



